


En quelques Clics

Bulletin de veille documentaire


n° 152, 9 février 2015

Pour accéder aux documents, cliquer sur 

Attractivité

• Rapport sur l'investissement étranger en France.


Assemblée nationale ; Philippe Kemel.
Rapport d'information, n° 2551, février 2015. 124 p.

Nos territoires, en fonction de leur histoire industrielle mais aussi de leur positionnement géographique, disposent d'indéniables atouts pour accueillir des investissements productifs d'origine étrangère. Il convient aujourd'hui de repenser les termes de la compétitivité dans une économie ouverte et dans laquelle les concurrents de la France sont d'abord des pays voisins ayant des niveaux de développement comparables. 

Cohésion sociale


• Participation des habitants : réalité ou miroirs aux alouettes ?

France Inter - Emission Périphérie (podcast);
1er février 2015.

Nombreuses sont les initiatives de « participation » mises en œuvre. Mais qu'en est-il dans la réalité ? Ces dispositifs sont-ils des outils d'expression démocratiques ou de simples réducteurs de tensions sociales ? Interview de Marion Carrel sociologue, qui a publié « Faire participer les habitants », une étude sur quelques-uns de ces outils de démocratie locale. 
Exemplaire en prêt à la documentation.

• Comment réparer la France ?


Alternatives économiques, n° 343, 2/2015. pp. 10-18.

Indéniablement, fractures et inégalités subsistent dans la société. Focus sur la ségrégation sociale et spatiale, la politique de la ville, l'école, l'emploi et la sécurité. 

Développement durable

• Les enjeux de la planification facteur 4.


FNAU ; ADEME.
Les Dossiers FNAU, n° 33, janvier 2015. 15 p.

Ce dossier présente les lignes principales d'une étude pilotée par Epures et la FNAU. A partir d'une douzaine d'expériences menées par des territoires accompagnés par leur agence d'urbanisme, il propose des leviers pour l'engagement de territoires vers la trajectoire du Facteur 4. 

Développement économique


• Regards croisés sur les emplois d'avenir dans six territoires - rapport transversal.

A. Le Bissonnais ; C. Hbila ; J. Erceau.
Institut Bertrand Schwartz. Novembre 2014. 103 p.

L'objectif de cette étude sur les emplois d'avenir est de comprendre comment le dispositif est mis en œuvre sur le terrain et comment les différents acteurs concernés le perçoivent. Même si le point d'entrée de l'étude est la mission locale, principal opérateur du dispositif, les autres acteurs sont également interrogés : employeurs, jeunes, services de l'Etat et partenaires. 

• Silver économie. Décryptage et enjeux pour l'économie sociale et solidaire.


Avise ; ARF ; Caisse des Dépôts. Note d'analyse, 1/2015. 22 p.

S'appuyant sur le retour d'expérience de régions pilotes et sur le témoignage de réseaux de l'ESS, cette note propose notamment des pistes d'action pour associer les acteurs de l'économie sociale et solidaire aux comités régionaux de la filière "Silver économie". 

Développement territorial


• Il n'y a de fatalité pour aucun territoire.

Interview de Gérard-François Dumont, géographe et économiste.
Maires de France, n° 321, février 2015. pp. 18-19.

Gérard-François Dumont insiste sur l'importance du rôle des élus locaux dans le développement de leur territoire et pourfend « l'idéologie de la métropolisation ». 


• Territoires ingénieux. L'ingénierie au service de l'autonomie locale.

INET ; ADCF ; ADF. 2015. 86 p.

L'ingénierie publique est l'une des conditions essentielles permettant le développement de projets par les collectivités territoriales. Elle connaît une phase de mutation importante. En effet, l'État s'est progressivement désengagé du niveau local, alors que la réglementation a complexifié le montage des projets locaux et que les enjeux d'aménagement et de développement demeurent décisifs. Conscientes de ces enjeux, les collectivités innovent et s'organisent. 


• Le tourisme, potentiel économique des territoires ruraux. Synthèse du séminaire Tourisme du Réseau Rural Français, Dinan, le 15 Octobre 2014.

Janvier 2015. 19 p.

Le séminaire avait pour objet d'apporter des éléments de connaissance et de méthode ainsi que des pistes d'action à partir de la présentation d'expériences de terrain. Ce fut l'occasion d'engager une réflexion sur les nouvelles stratégies et méthodes à mettre en œuvre pour promouvoir le tourisme en milieu rural, à partir de l'étude « Destination Campagnes », commandée par la Datar (devenue CGET). 

• Les parcs naturels régionaux, couteaux suisses de la ruralité.


Pablo Aiquel.
La Gazette, n° 5/2255, 2 février 2015. pp. 19-24.

Créé en 1967, les parcs naturels régionaux sont devenus un véritable réseau d'infrastructure et d'ingénierie pour les territoires ruraux. Laboratoires de projets, ils sont à l'origine de nombre de réflexions sur les politiques publiques et souhaitent jouer un rôle dans le cadre de la réforme territoriale. 

Egalité - inégalité

• Rapport sur la proposition de loi constitutionnelle tendant à assurer la représentation équilibrée des territoires.


Sénat ; Hugues Portelli.
Rapport, n° 254, janvier 2015. 32 p.

La proposition de loi constitutionnelle des présidents Gérard Larcher et Philippe Bas, soumise à l'examen de la commission des lois, a pour objet de modifier les articles 1^{er} et 72 de la Constitution afin d'introduire le concept de « représentation équitable des territoires » pour l'élection des assemblées locales. Cette révision constitutionnelle apporterait une dimension nouvelle à la conception de la représentation telle qu'elle découle des principes républicains traditionnels. 

Innovation

• L'évolution du système de recherche et d'innovation : ce que révèle la problématique du financement dans le cas français.

Jean-Alain Heraud ; Jean Lachmann.
Innovations, n° 46, 2015/1. pp. 9-32.

Le système de recherche et d'innovation français a connu de profondes évolutions au cours des dernières décennies, aussi bien dans l'enseignement supérieur et la recherche publique qu'en matière de politique d'innovation. En ce qui concerne les pouvoirs publics, l'émergence du niveau des collectivités territoriales ainsi que l'impact des politiques européennes constituent de notables éléments d'évolution. Un aspect central pour l'innovation est son financement, facteur important de la réussite des entreprises. 

• Débrider l'innovation : enjeux pour les entreprises et l'emploi, défi pour les politiques publiques.

Au fil de la semaine...



Audition
de Mme Sylvia Pinel,
ministre du logement, de
l'égalité des territoires
et de la ruralité,
sur la politique
d'aménagement du
territoire.

Assemblée nationale,
mardi 3 février 2015.



CCI Paris-Ile-de-France ; Daniel Schaefer. Janvier 2015. 81 p.

Ce rapport s'appuie sur une enquête réalisée auprès de 6 000 entreprises et des entretiens approfondis auprès de dirigeants ainsi que des auditions d'experts. Il revient sur les pratiques d'innovation des entreprises et met en lumière le rôle fondamental de leur écosystème. S'appuyant sur ces analyses croisées, la CCI Paris Ile-de-France formule une série de propositions à l'attention des pouvoirs publics et se propose d'engager une série d'actions en faveur du développement des entreprises et de l'emploi.

Mutations économiques

• Mutations économiques : des guerres de tranchées aux mutations créatrices.

Jean-Pierre Aubert.

Le Journal de l'Ecole de Paris, n° 111, 2015. pp. 8-15.

Comment mener les transformations nécessaires de notre société et de nos entreprises sans abandonner les individus au bord du chemin ? Comment faire se parler un État affaibli et des interlocuteurs méfiants à son égard ? Les réponses se trouvent à l'échelle des territoires et des acteurs locaux. Cette transformation ne peut se passer d'une prise en compte des ressources humaines, trop souvent reléguées aux dépens d'une profitabilité à court terme.

Numérique

• Les maires périurbains face à l'appétence numérique de leurs habitants.

Lionel Rougé ; Philippe Vidal.

Pouvoirs Locaux, n° 103, janvier 2015. pp. 104-109.

A l'heure où médias, grands acteurs publics et analystes focalisent sur la « smart city » en tant que nouvel horizon de la fabrique urbaine, quid des espaces périurbains ? Conscients qu'un bon niveau de connectivité représente désormais un atout additionnel à la localisation périurbaine, les maires de ces territoires s'efforcent de défendre leur cause auprès des conseils généraux et régionaux.

Politique de la ville

• Le nouveau visage de la politique de la ville en Rhône-Alpes.

CR-DSU Rhône-Alpes.

Les Cahiers du développement social urbain, n° 60, 12/ 2014. 49 p.

L'objectif de ce numéro est d'analyser les nouveaux enjeux de la politique de la ville et de fournir des clés sur la manière dont les équipes-projets s'emparent des nouvelles dispositions de cette politique publique. Il comporte également une dimension stratégique et prospective en mettant en avant les conséquences pour les quartiers et leurs habitants dans les années à venir.

[Exemplaire consultable à la documentation.](#)

• Recherche-action sur l'identification des leviers de renforcement du « pouvoir d'agir » des jeunes des quartiers urbains défavorisés de Marseille.

SGAR-Paca ; CRPV-Paca ; Université du citoyen ; AEDL-Paca
Décembre 2014 ; 81 p.

Cette étude-action vise à définir des préconisations pour renforcer la participation et le « pouvoir d'agir » des jeunes de plus de 15 ans dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville à Marseille.

Politiques publiques

• Territorialiser l'action publique.

Fondation Jean Jaurès ; Pierre Bauby. 2015. 36 p.

Dans cet essai, l'auteur propose d'examiner les fondements d'une nouvelle territorialisation de l'action publique. Même si la France reste, malgré trente ans de décentralisation, un des pays les plus centralisés d'Europe, une série de mutations profondes la travaillent, tendant à recomposer les appartenances et à développer la participation dans de nouvelles formes de gouvernance.

• Rapport visant à la prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse dans la définition des politiques publiques.

Assemblée nationale ; Eva Sas.

Rapport d'information, n° 2505, janvier 2015. 49 p.

Le développement de nouveaux indicateurs complémentaires au PIB s'inscrit dans un mouvement international dont la France, après avoir été pionnière, semble s'écarter.

Mais contrairement à ses voisins européens, la France n'a toujours pas conduit de démarche globale visant à regrouper les indicateurs existants pour leur donner davantage de visibilité et une signification politique.

Prospective

• Penser autrement les modes de vie en 2030.

CGDD ; Délégation au développement durable ; Mission prospective ; C. Wassmer ; N. Pfister ; J-F.Tchernia.
Décembre 2014. 3 tomes. 120 p. + 154 p. + 106 p.

Ce programme souligne l'émergence des tendances à l'œuvre ou supposées porteuses de changement dans un avenir de moyen-long terme (10 à 20 ans). Porté par un groupe de prospective transdisciplinaire, les résultats de ce programme sont ici restitués, faisant état d'un monde oscillant entre crises et mutations.

Réforme de l'Etat

• L'organisation des services déconcentrés de l'Etat : quels changements avec la Réate ?

François-Mathieu Poupeau.

Cahiers français, n° 384, janvier-février 2015. pp. 49-54.

Engagée dans le cadre de la révision des politiques publiques (RGPP), la réforme de l'administration territoriale de l'Etat (RéATE) a significativement modifié l'organisation de l'Etat territorial. Initiée en 2008, elle a transformé en profondeur les services déconcentrés et réduit leur nombre, tout en renforçant le rôle du préfet de région. L'auteur fait le point sur ces changements et insiste sur l'importance de l'amélioration de la gouvernance administrative qui représente un enjeu important des prochaines années.

Réforme territoriale

• Métropoles, régions, départements : qui l'emportera ?

Gérard Marcou.

Cahiers français, n° 384, janvier-février 2015. pp. 84-90.

Le projet de loi sur la nouvelle organisation territoriale de la République prévoit de transférer aux régions nombre de compétences exercées actuellement par les départements. Pour l'auteur, le renforcement des pouvoirs des régions ne garantit pas l'existence de régions fortes et puissantes économiquement et comporte le risque de voir resurgir les régionalismes. Il présente plusieurs scénarios d'évolution du système d'administration territoriale sur la base des lois adoptées et des réformes en cours de discussion.

• Dossier : réforme territoriale.

Pouvoirs Locaux, n° 103, janvier 2015.

>> [La réforme territoriale : bâclée ou machiavélique ?](#)

V. Simoulin

>> [Les apories du projet de loi portant organisation territoriale de la République \(NOTRe\).](#) J-C. Manrique.

>> [Les réformes territoriales en France et en Italie : parallélismes et divergences.](#) L. Vandelli.

Urbain

• Le dossier Villes, territoires et mobilités.

Sciences Po ; Centre d'Etudes européennes.

La Lettre du CEE, n° 3, janvier 2015.

Métropoles et gouvernance sont les thèmes-clé du présent dossier. Questionnements également abordés : les villes et les régions urbaines comme laboratoire politique ; qu'est-ce qui est gouverné et comment ? (comparaison internationale) ; les limites de la gouvernabilité des métropoles ; villes digitales : recherches en cours sur « l'habitele » et la circulation des données, ...

Le carré législatif et parlementaire

Retrouvez notre sélection de textes officiels et documents parlementaires

Outils

• Dossier : Economie sociale et solidaire et collectivités territoriales : un couple à fort potentiel.

Suite à l'adoption de la loi du 31 juillet 2014 qui introduit un changement d'échelle du secteur de l'ESS, la Gazette propose un dossier de synthèse sur ce sujet.

• Capville.fr

Epareca vient de créer Capville.fr, un centre de ressources interactif dédié à l'artisanat et au commerce dans les quartiers de la politique de la ville.

• Le « Hub des solutions climat »

Cette plateforme web propose des solutions climat, en français et anglais, pour tous les publics et acteurs concernés à travers le monde.